

Michel-Edouard Leclerc : « Le monde agricole a intérêt à quitter un modèle trop productiviste »

Dans une tribune au « Monde », le président des centres E. Leclerc estime que les Etats généraux de l'alimentation sont une occasion de refonder la filière de l'agroalimentaire.

Le président de la République a convoqué les « Etats généraux de l'alimentation ». Je souhaite qu'il en ressorte une impulsion collective à même de refonder notre modèle agroalimentaire.

Du producteur au consommateur, tous les Français expriment l'envie d'une nutrition plus sécurisée et de meilleure qualité. Le monde agricole a intérêt à quitter un modèle trop productiviste, tant pour répondre aux demandes sociétales que pour sortir d'une spirale compétitivité-prix qui lui est défavorable au plan international.

Industriels et distributeurs, lassés des règles de négociation commerciale absurdes fixées par le législateur, aimeraient se concentrer sur l'offre, sur le marketing et la relation client, plutôt que sur un juridisme devenu trop complexe.

Résister aux Amazon.fr et Alibaba.com

La période est propice : jamais les consommateurs, dans les rayons comme au travers des pétitions, n'ont autant souhaité un tel changement qualitatif. Dans les magasins, ils plébiscitent de plus en plus à condition que cela reste accessible ! les produits locaux, bio, tracés. Ils veulent être informés, sécurisés et, surtout, avoir le choix.

C'est d'ailleurs sur la revitalisation de toute leur offre alimentaire que les hypermarchés fondent leur capacité à résister aux Amazon.fr et Alibaba.com qui s'insèrent sur le marché.

Partout en France, chacun dans son métier, dans sa région, teste des initiatives variées : mise en avant des productions en circuit court, développement de gammes sans OGM, sans pesticides, bio, chasse aux perturbateurs endocriniens, etc. Il faut maintenant pouvoir valoriser ces pratiques et les généraliser.

Pour que puissent se développer des narrations individuelles créatrices de valeur (telles que savent les écrire les grandes marques de l'agroalimentaire), il faut qu'émerge un récit collectif qui serve de cadre de référence. C'est tout l'enjeu de ces Etats généraux, qui ne doivent pas être seulement agricoles, mais bien alimentaires. S'ils se bornent à n'être qu'un affrontement entre corporations, ce sera encore un échec.

Valider un repositionnement agroalimentaire global

On parle de « filière » avec raison. Aucun acteur ne gagnera contre l'autre. Les producteurs ont besoin de la confiance générée par les enseignes pour assurer leurs débouchés.

Mais chaque acteur économique doit apporter sa pierre à l'édifice et répondre aux questions qui le concernent : ferme des mille vaches ou exploitations familiales ? Elevage en plein air ou en poulailler ? Beurre ou margarine ? Accessibilité ou proximité ? Agriculture bio ou raisonnée ? Race laitière ou allaitante ? Végétalisme ou véganisme ? Protectionnisme ou exportations ? Prix

libres ou subventionnés ? Modèle coopératif ou actionnarial ? Que veulent les producteurs eux-mêmes ? Et dans quel cadre de solidarité ou de concurrence ?

Voilà les enjeux desquels on a trop longtemps reporté l'examen. Si ces Etats généraux ne permettent pas de valider un repositionnement agroalimentaire global à l'aune de ces défis, on aura alors raté un grand rendez-vous et l'on se contentera une fois encore de traiter des problèmes structurels avec des expédients de court terme.

« On n'aborde pas le principal sujet » J'ai déjà exprimé mes doutes sur l'ordre du jour fixé par le gouvernement. En suscitant l'espoir d'une augmentation artificielle ou même volontariste des prix agricoles, avant même de parler des moyens de réguler durablement les marchés, des produits, et de prendre des engagements de qualité sanitaire et environnementale, on n'aborde pas le principal sujet, les attentes des consommateurs.

Payer plus cher ? Pourquoi pas, mais pour quoi ? L'élection présidentielle crée l'opportunité du changement, mais n'a pas boosté par elle-même le pouvoir d'achat des Français. Il va falloir de la pédagogie, une démarche collective et consensuelle.

Alors, ne mettons pas la charrue avant les bœufs. Quels que soient l'organisation ou le planning, essayons tous d'être un peu constructifs ! Il n'y

a pas de raison qu'ensemble, on ne
puisse pas réactualiser un modèle

alimentaire qui concourt au rayonne-
ment de la France. ■

